



# Arrestation d'une syndicaliste enseignante : la répression, ça suffit !

Communiqué du 12 mai 2019

La FNEC FP-FO reprend à son compte le communiqué des organisations syndicales de Paris qui apportent un soutien plein et total à notre camarade de la Commission exécutive du SNFOLC Paris.

« Les organisations syndicales de Paris SNES, SNFOLC, SNETAA FO, SUD, CGT apportent leur soutien à la collègue responsable syndicale du SNFOLC 75 qui, avec son compagnon, ont été arrêtés par la police et placés en garde à vue à la fin de la manifestation des gilets jaunes du samedi 11 mai. Ils manifestaient dans le cortège Education inter-degrés Ile de France, mobilisation qui s'inscrit dans la lutte contre les réformes Blanquer. Durant toute la manifestation notre collègue a porté la banderole de l'Education en lutte. Tous ceux qui étaient à côté d'elle peuvent témoigner que notre collègue et responsable syndicale a manifesté pacifiquement. Notre collègue est sortie de garde à vue samedi soir vers 19H40. Le motif de son arrestation serait : "insulte à président de la République". Son compagnon, lui, est toujours en garde à vue et devait être auditionné le dimanche 12 mai. Le motif retenu contre lui serait : "provocation à la rébellion". Durant la garde à vue de cette collègue et de son compagnon il nous a été impossible de savoir où elle se trouvait ; et ce malgré l'intervention du secrétaire académique du SNFOLC 75 auprès des services de police qui lui ont fait comprendre qu'ils ne pouvaient lui donner aucune information. Les organisations syndicales de Paris SNES, SNFOLC, SNETAA FO, SUD, CGT demandent :

- La sortie immédiate de garde à vue du compagnon de notre collègue
- L'annulation de la convocation au commissariat de notre collègue ce lundi 13 mai
- l'arrêt des poursuites.

Les organisations syndicales resteront vigilantes aux suites données à cette affaire. Elles dénoncent les arrestations arbitraires, les tentatives d'intimidation qui se multiplient dans les mobilisations contre les réformes dans l'Éducation Nationale. »

La FNEC FP-FO, présente aujourd'hui le 12 mai au rassemblement devant le commissariat du 12<sup>ème</sup> arrondissement avec le SNFOLC, interpelle à son tour, l'ensemble des pouvoirs publics pour que cesse toute répression qui s'abat sur les salariés, les professeurs, les syndicalistes, les gilets jaunes. Elle interpellera en ce sens le ministre lors du CTM. La FNEC FP-FO et le SNFOLC seront à nouveau présents devant le commissariat du 12<sup>ème</sup> arrondissement le lundi 13 mai à 10h.

Nous exigeons que toutes les poursuites soient abandonnées.

Pour la FNEC FP-FO, ces mises en garde à vue sont les conséquences de la politique d'un gouvernement qui ne veut pas entendre les revendications exprimées depuis des mois et qui maintenant agit par la répression systématique. La loi « anti-casseurs », la loi Blanquer avec son article qui exigerait de nous un devoir d'exemplarité dans et en dehors de l'École, c'est la mise au pas des salariés, des personnels. Le gouvernement veut faire taire toutes les critiques sur sa politique alors qu'elle est rejetée. Elle appelle les syndicats départementaux à soutenir dans l'unité la plus large notre camarade et à le faire savoir.

Elle soutient tous les personnels qui décideront la grève dès le lundi 13 mai.

La FNEC FP-FO agit et agira toujours contre la répression, pour le droit de manifester, pour les libertés individuelles et collectives.